

INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale

n°34 – Janvier 2008

EDITORIAL

Constat d'échec

Dans un récent rapport (Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007), le Fonds monétaire international reconnaît l'échec des politiques de développement qu'il a vivement recommandées et soutenues depuis plus de vingt ans : l'inégalité de revenu s'accroît un peu partout dans le monde. Si les revenus par habitant ont, en général, augmenté, plus de 850 millions d'individus dans le monde ne « mangeront pas aujourd'hui ». Puis, le FMI s'« altermondialise » : c'est le progrès technologique qui a le plus contribué à l'accroissement récent de l'inégalité. La mondialisation financière - et l'investissement étranger en particulier - a aussi contribué à l'aggravation de l'inégalité, même si le commerce l'a relativement atténuée. Que faire ? Que les bienfaits de la technologie soient mieux répartis ; que les pauvres soient chouchoutés (accès à la finance et à l'éducation) ; que l'Etat s'applique à mieux répartir les fruits de la croissance et à soigner ses industries.

Retour à la régulation et à l'efficacité des institutions du développement. Vingt ans de crises financières et humaines plus tard, le garant du tout au marché méprise son modèle qui prônait l'intervention limitée et ponctuelle de l'Etat dans l'économie pour optimiser l'efficacité et la répartition des revenus. L'économie moderne pourtant a été fondée sur la puissance de l'économie nationale. Pour les mercantilistes, les grands classiques (à l'exception de K. Marx, défenseur de la mondialisation), les keynésiens et autres institutionnalistes aucun développement n'a été conçu sans l'Etat... Sans l'entreprise, si. Echec du dogme, défaite de la pensée !

SOMMAIRE

- | | |
|--|-------|
| ♦ Au Carrefour des Rencontres | 2-5 |
| • Séminaires « Économie et Innovation » | |
| • Ateliers d'Innovations | |
| • La recherche en réseaux | |
| ♦ En Grandes Lignes... | 5-6 |
| ♦ Centre « Recherche Universitaire et Études Économiques » | 6 |
| ♦ La Recherche en Marche | 6-9 |
| • Publications & communications | |
| • Ressources humaines | |
| ♦ INNOVATIONS – Edition | 10-11 |
| • Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation | |
| Collection « L'esprit économique » | |
| • Marché et Organisations, Cahiers d'économie et de gestion de la Côte d'Opale | |
| ♦ Le Point sur... | 12-13 |
| • Maud Herbert : Peut-on faire rimer marketing et éthique ? | |
| • Serge Le Roux : De la responsabilité des entreprises à celle des citoyens | |
| ♦ 3^e FORUM « L'esprit de l'innovation » | 14-15 |
| ♦ Les Rendez-Vous du Lab.RII | 16 |

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédactrices : Sophie Boutillier et Blandine Laperche

Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation est dirigé par Dimitri Uzunidis. Blandine Laperche est directrice adjointe

Sophie Boutillier et Hassan Zaoual dirigent l'équipe "Centre de Recherche sur l'Economie en Mutation et l'Entreprise"

Eric Vernier et Gérard Dokou dirigent l'équipe "Centre d'Etudes et de Recherche sur le Management et l'Entrepreneuriat"

Pierre Le Masne dirige l'équipe "Centre d'Etudes sur le Développement Economique et Social"

Prix : 3 euros ♦ Abonnement annuel : 7,5 euros (France) ou 12 euros (étranger) ♦ Tirage : 1100 ex.

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE

téléphone : 33 (0)3.28.23.71.34, 33 (0)3.28.23.71.35 ou 33 (0)3.28.23.71.47 – fax : 33 (0)3.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr

<http://rii.univ-littoral.fr>

Au Carrefour des Rencontres

⇒ Séminaires « Économie et Innovation »

o Management territorial (22/10/2007)

Les collectivités territoriales sont, entre autres institutions publiques, soumises aux impératifs de la performance associée à la qualité du service rendu et à l'efficacité dans la gestion des coûts, des dépenses et des fonds investis. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) ouvre, selon **Hassan Ali Dabale**, des nouvelles perspectives au management territorial qui, fondé sur les missions programmes orientés vers les résultats des actions entreprises, confond souvent l'efficacité des choix stratégiques avec la réduction, tout simplement, des dépenses et des effectifs.

o Les start-up ou les prémices d'une nouvelle organisation d'entreprise (16/11/2007)

La start-up, petite entreprise high tech, adopte une structure mobile, flexible et peu hiérarchisée pour renforcer sa capacité de réaction et d'adaptation aux exigences du marché. Pour **Christelle Gaujard**, cette structure, fondée sur la valorisation de la créativité de ses membres, annonce peut-être la nouvelle ère du capital d'innovation. La souplesse de la structure est favorisée par des procédures peu formalisées et laisse des marges de manœuvre aux salariés et aux actionnaires salariés. L'initiative individuelle est encouragée ; ce qui engendre une culture d'entreprise dominée par l'esprit d'entreprendre.

o Concurrence et contestabilité du monopole dans les télécommunications (19/11/2007)

L'ouverture à la concurrence du marché des services de télécommunications dans un pays en développement peut avoir des résultats pervers. Du fait des distorsions chroniques observées dans les caractéristiques structurelles d'une économie fortement inégalitaire et polarisée, le « service universel » a peu de signification. **Jacques Kiambu** a montré comment la privatisation et la déstabilisation de l'opérateur public et historique du Congo (RDC) a donné lieu au développement des « services à l'économie » définis comme ceux fournis pour satisfaire les besoins des activités exportatrices et accessibles par un nombre restreint d'agents économiques. Ceux-ci constituent néanmoins l'essentiel de la demande solvable ; ce qui accentue les inégalités d'accès et la polarisation de l'économie.

o Conditions de reprise d'entreprises (13/12/2007)

Dans un pays comme la France où l'on assiste à un vieillissement des dirigeants et à une délocalisation massive, la reprise d'entreprise devient un enjeu capital pour la sauvegarde du tissu dense des PME. La reprise ne peut être une simple opération juridique, financière et technologique. Pour **Delphine Cabaret**, elle s'apparente à une situation de changement, qui atteint la culture de l'organisation, son mode de gestion et le par-

tage du pouvoir. Le changement de direction peut être source de progrès, mais peut aussi constituer un événement critique à l'origine de multiples résistances du personnel.

o Complexité des savoirs et société du risque (14/12/2007)

L'évolution des technologies est marquée par une complexification des savoirs (de conception, de réalisation ou d'utilisation). De cette complexification, il ressort une plus grande vulnérabilité de la société. Si la société traditionnelle était tout aussi semée de risques, le danger fondamental qui la menaçait était la rareté (disette, famine, sous alimentation). La société industrielle et postindustrielle dispose en revanche des moyens techniques pour faire face à la rareté, mais les moyens (techniques et connaissances) exigent la formation permanente et un flux incessant d'informations accessibles à tous pour que les individus puissent apprivoiser ces technologies savantes. Cette remarque a conduit **Sophie Boutillier** à mettre l'accent sur un des aspects importants de notre société : le risque. L'intensité de celui-ci est fonction de la complexité des technologies et de leur application planétaire.

o Economie de la santé au travail (17/12/2007)

La santé au travail (dans et autour des unités de production polluantes) comporte des coûts difficilement estimables. L'entreprise, le salarié et les populations voisines, par codes et normes, se voient dans l'obligation de formuler des stratégies de rapprochement qui combinent le long terme avec les constats immédiats. Les aspects juridiques, selon **Jeanne-Marie Wailly**, jouent un rôle capital dans, d'une part, les relations entre pollution et santé et, d'autre part, entre pollution et environnement. La réglementation se constitue à partir d'un état des lieux sur les « troubles éprouvés », d'une analyse des causes à effets et de la confrontation entre l'entreprise et les plaignants.

⇒ Ateliers d'Innovations

o Clusters et développement territorial (13/09/2007)

Comment intégrer dans une même analyse les pôles de compétitivité, le développement territorial et la prospective économique ? Les autorités territoriales, les entreprises, les fondations et autres partenaires industriels et financiers forment des réseaux flexibles de concurrence, de coopération et de sélection dans un double objectif : définir un projet commun de développement ; mettre en œuvre des stratégies communes d'investissement et d'innovation pour enrichir le réseau et lui permettre d'atteindre les objectifs de spécialisation/diversification dans la grappe d'innovation dessinée. **Paul Sommers** (professeur à l'Institute of Public Service et à Albers School of Business de l'université de Seattle) a présenté notamment la composition et le fonctionnement du cluster de Seattle spécialisé dans la musique. Ce cluster a produit plusieurs artistes popula-

res, tels Jimmy Hendrix and Pearl Jam mettant en relation étroite des industries de son et lumière, des studios, des boîtes de publicité et de promotion, l'université et les centres de recherche.

o **Milieus innovateurs et réseaux (1/10/2007)**

Réseau de Recherche sur l'Innovation

Si les travaux académiques sur les milieux innovateurs et les réseaux d'innovation sont très nombreux ces dernières années, les points de vue ne sont pas les mêmes sur la caractérisation de ces catégories, multipliant les divergences conceptuelles. **Abdelillah Hamdouch** (Univ. de Lille 1) a montré que si, dans la théorie économique, les clusters et les réseaux se réfèrent à l'émergence, la structuration et l'évolution des activités collaboratives d'innovation, les frontières spatiales et géographiques sont difficilement définissables. Mais, est-ce sur ce point que l'analyse économique doit faire le plus d'efforts, ou n'est-il pas mieux de revenir aux fondamentaux de l'économie industrielle ?

o **De l'économie à l'écologie politiques (14/11/2007)**

Y a-t-il un universalisme à la planétarisation actuelle du monde naturel ? Le constat est clair : personne n'est extérieur à cette évolution. Anciens et contemporains, nous entretenons depuis des siècles l'illusion de notre propre compréhension du monde et de notre propre capacité à l'organiser selon notre volonté. Selon **Muriel Allaert-Degunst** (environnementaliste), comprendre le monde passe par le savoir. Mais, ceci n'empêche pas de construire le rapport Homme-Nature principalement sous la forme d'une domination sans fin guidée par le principe, considéré comme inaliénable, de possession. Les savoirs alors créés par l'Homme ne servent qu'à justifier cette emprise.

o **Guanxi: communautés de savoirs ? (10/11/2007)**

Réseau de Recherche sur l'Innovation

La Chine est en train de se fondre dans le cadre institutionnel de l'économie mondiale comme en témoigne son adhésion en 2001 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle doit adopter par ce biais les normes de fonctionnement des grands pays industriels. Le système chinois du « Guanxi », système parallèle et informel, joue un rôle fondamental dans l'adaptation de la Chine à ces nouvelles contraintes : le « Guanxi », pour **Francis Munier** (Univ. de Strasbourg), est à la fois une communauté de savoir, de pratiques et épistémique. Pour analyser son rôle et sa place dans l'économie du pays, il nous faut recourir à l'économie des organisations, à l'économie / sociologie des réseaux et du capital social afin de comprendre comment l'économie chinoise adopte les normes internationales et comment coexistent ce système traditionnel avec les normes de la modernité.

⇒ La recherche en réseau

o **Après le Consensus de Washington, Congreso de Latin American Studies (LASA), Montréal, 5-8/09/2007**

Les études sur l'Amérique latine, même si elles se tiennent en général à une certaine distance des politiques du Consensus de Washington, se sont toutefois développées à l'ombre de ces perspectives dont le

centre est les États-Unis. La nouvelle Amérique peut être pensée en dehors des États-Unis, mais en rapport avec les problèmes et les phénomènes identifiés dans différents pays du monde ayant les mêmes origines et les mêmes aboutissements. **Beatriz Castilla Ramos, Estela Suárez Vergara et Beatriz Torres Góngora** se sont intéressées au travail des femmes dans des entreprises mexicaines et chinoises. La plus grande participation féminine dans les usines implantées dans ces pays n'a pas été accompagnée de changements substantiels dans les relations familiales. La composition et la diversité des familles des femmes travailleuses dépendent bien évidemment de facteurs sociodémographiques, économiques et régionaux qui de leur côté entraînent des changements substantiels dans les rôles et la position de ces femmes au sein de la famille et jouent sur l'affirmation de leur identité.

o **Marco Besso et la sauvegarde de l'œuvre d'Erasmus, colloque international Fortunes d'Erasmus, Institut Supérieur de traducteurs et Interprètes (ISTI) de la Haute Ecole de Bruxelles (HEB) et Université Libre de Bruxelles (ULB), Bruxelles, 20-22/09/2007**

Erasmus est l'un des fondateurs de la pensée humaniste et ardent défenseur de l'union entre les peuples. Par sa prescience de l'idée européenne, Erasmus incarne la pensée moderne. La fortune de son œuvre illustre de manière remarquable différents aspects culturels relevant de l'étude des phénomènes de réception. **Maria Vitali-Volant** a présenté l'action entreprise par un « fou d'Erasmus », l'italien Marco Besso, président des assurances Generali entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, qui a organisé un fond documentaire impressionnant. Le fonds « erasmien » de la Bibliothèque de la Fondation Marco Besso à Rome est aujourd'hui le plus important d'Europe.

o **Le climat des affaires et l'entrepreneur, colloque Perspectives on Entrepreneurship: Cultures and Contexts? Centre for Entrepreneurship / Robert Gordon University, Aberdeen (Ecosse), 13-15/09/2007**

Quelles sont les évolutions de la littérature de recherche francophone, comparativement à celle des pays anglophones, en entrepreneuriat ? La tendance est de sous-estimer la place du contexte socio-économique dans le développement de la fonction de l'entrepreneur. **Sophie Boutillier, Godefroy Kizaba, Blandine Laperche et Dimitri Uzunidis**, ont mis en lumière, à partir d'une étude bibliométrique, l'orientation progressive des recherches sur l'entrepreneuriat vers des approches complexes et holistes. La dimension contextuelle permet de mieux saisir les processus de création d'entreprises, tandis que le concept de « potentiel des ressources » se nourrit par la dialectique de la relation entre la capacité entrepreneuriale et le climat des affaires (ressources de production, nature des marchés, comportements des acteurs).

**Réseau international
« innovation et industrie agro-alimentaire »**
Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation est à l'origine de la création en septembre 2007 d'un réseau de recherche international sur l'innovation

dans l'industrie agroalimentaire, axé particulièrement sur l'industrie du lait. Les axes de recherche sont les suivants : innovations de produits et innovation de processus dans l'industrie du lait ; stratégies des entreprises, constitution du « capital-savoir » rôle des ressources internes et externes ; systèmes nationaux d'innovation : rôle et place de l'agriculture. Comparaisons internationales.

Universités partenaires : Auckland University of Technology, New Zealand ; University of Ballarat, Australia ; Maastricht University, Netherlands ; University of Erfurt, Germany ; Forschungsanstalt Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen, Germany.

o **Conscience politique en Europe, colloque international « L'engagement citoyen », Nouvelle Université Bulgare, Sofia, 28-29/09/2007**

Nous assistons à une prolifération démocratique. Les institutions démocratiques telles le suffrage universel, les élections libres, le pluralisme politique, la division des pouvoirs, les libertés civiles et politiques, trouvent de nouveaux espaces et de nouvelles dynamiques. Mais, cette prolifération va paradoxalement avec un désengagement civique, une démobilisation politique des citoyens, une baisse de la participation électorale, une crise de la confiance de la société envers le monde politique. **Valeriu Ciuca** et **Marc Richevaux** essaient de trouver l'espace juridique qui permet d'aider à l'harmonisation de deux attachements juridiquement sanctionnés : celui relatif à l'espace national et celui ancré dans l'esprit nouveau de la citoyenneté européenne. Non-opposables par définition, mais, bien au contraire, complémentaires. Les deux identités forment deux cercles identitaires parfaitement concentriques et définissent la conscience européenne émergente.

o **Réformes en Lombardie autrichienne, Colloque international, Université libre de Bruxelles, 19-20/10/2007**

Quels impacts du despotisme éclairé autrichien aux Pays-Bas et en Lombardie ? Au cours de la seconde moitié du 18^e siècle, la monarchie habsbourgeoise entama des réformes visant à modifier la vie politique et sociale pour donner un nouvel élan à l'activité économique. **Maria Vitali-Volant** s'arrête plus particulièrement aux idées de Pietro Verri. Dans son ouvrage sur le commerce d'inspiration physiocratique, celui-ci aborde dans les années 60 du 18^e siècle les problèmes de la circulation des marchandises et du commerce dans le duché du Milanais. Il y présente un projet de réformes (de l'enseignement de la nouvelle science de la gestion de l'Etat au développement des manufactures d'Etat). Une classe dirigeante d'ancien régime, des privilégiés attachés à leurs prérogatives et une pléthore de fonctionnaires locaux sont à l'origine de la défaillance de l'Etat, sans lequel aucune modernisation et aucune libéralisation de l'économie ne sont envisageables.

o **Jus naturae et gentium, Congrès de la Société Fernand de Vischer, Université de Catane, Sicile, 25-28/09/2007**

Le droit romain, à cause de sa nature œcuménique, joue un rôle irremplaçable dans la formation des juristes et s'adapte à chaque réalité nationale. L'Antiquité romaine a connu alternativement des périodes d'in-

fluence du *jus naturae et gentium* et des périodes de politique de contrôle et de domination militaire. La période de forte domination politique et militaire, d'une durée de presque deux siècles, a été, génériquement, dénommée *Pax Romana*. Pour **Valerius** et **Aurora Ciucă**, de cette tension dialectique, est née l'idée de l'articulation, sur la voie du droit positif d'un système complexe et novateur de normes juridiques « internationales » (avant la lettre). Le *jus gentium* trouve son origine à la fois dans le *jus praetorium* et dans l'importante *jurisprudencia* des juriconsultes, pendant la fin de la *Respublica Romana* et tout au long de la plus grande partie du *Principatum Romanum*.

o **Le droit de la concurrence en Europe, Congrès Cultura Europea, Universidad de Navarra (Espagne), 27/10/2007**

L'idée de l'institution de règles précises destinées à un bon arbitrage dans les jeux de la compétition ou même de la lutte entre les divers acteurs économiques est une idée très ancienne. En pleine Epoque classique romaine, le droit privé a été enrichi par le principe de l'autonomie de la volonté dans le cadre des rapports contractuels. En contrepois au principe de l'autonomie de la volonté, l'intérêt social (et, par conséquent, la cause sociale du contrat) a connu sa naissance tardive au Moyen Age. De cette manière, selon **Valerius Ciuca**, est né le « Droit de la Concurrence » comme une sorte de « Droit du Consommateur », c'est-à-dire, une branche de droit qui relativise la force de la « main invisible du marché » (Adam Smith). Ainsi le droit de la concurrence a la vertu suprême de pacifier la société et les rapports entre les Etats qui le reconnaissent (comme exempli gratia dans l'Union européenne), du moins, dans le périmètre du domaine essentiel du commerce.

o **Territoires, compétitivité et développement, Université Ibn Tofail, Kenitra (Maroc), 2-3/11/2007**

Il est actuellement largement admis que, dans une période de forte rotation du capital, la compétitivité des territoires contribue à la compétitivité des entreprises et des économies. Le territoire, pour **Hassan Zaoual**, peut être considéré comme un contrepois à la mondialisation, mais, en même temps, comme base d'expansion et d'intégration des acteurs dans les flux mondiaux des marchandises et des capitaux. Exemple, les pôles de compétitivité, les milieux innovateurs ou les sites innovants peuvent être conçus comme des instruments qui contribuent au développement économique des pays émergents en particulier de ceux du Maghreb. L'innovation diffère dans ses normes d'un milieu à un autre milieu. La compétitivité des territoires dépend de la capacité des acteurs à promouvoir les ressources scientifiques, technologiques et culturelles compatibles avec les aspirations des populations locales et avec les avantages révélés du pays dans son ensemble. Ceci est fondamental pour la mise en œuvre des pratiques de « bonne gouvernance ».

o **L'entrepreneuriat responsable, colloque « Industries et Environnement », Université Badji Moktar, Annaba, Algérie, 18-19/11/2007**

La notion de Responsabilité sociale des entreprises, d'origine américaine, s'applique d'abord à la grande entreprise. **Nathalie Ferreira** a présenté le cas de plus

en plus répandu des petites entreprises socialement responsables. L'entrepreneuriat responsable repose sur quatre composantes principales qui correspondent aux piliers économique, social et environnemental sur lesquels s'appuie le concept de développement durable : le marché, le lieu de travail, la communauté et l'environnement. Ces catégories permettent dans certains cas une présentation claire et une illustration aisée des aspects pragmatiques que ce type d'entrepreneurs met en jeu.

o **La légende de l'entrepreneur, 1ère Conférence du JoCIF, Palais du Luxembourg, Paris, 27/11/2007**

Comment susciter l'envie d'entreprendre ? Quelles sont les caractéristiques de la fonction de l'entrepreneur dans le capitalisme contemporain ? La fonction de l'entrepreneur est créée par la contrainte économique. Celle-ci, selon **Dimitri Uzunidis**, peut prendre différents visages : celui d'une demande insuffisante de travail salarié ; celui de l'opportunisme (l'accès et la protection d'informations nodales) ; celui de la routine (comportement d'atténuation de la prise de risque). Le fait est que l'entrepreneur actuel et sa petite entreprise sont aujourd'hui indispensables pour la mise en cohérence des espaces entrepreneuriaux des grandes entreprises ; la réactivation des tissus microsociaux locaux ; l'allègement ponctuel de la charge que présentent le chômage, l'inactivité et la précarité.

o **Patents in Global Competition, School of Law, Seattle University, Seattle, 27/11/ 2007**

Les grandes entreprises constituent des portefeuilles de protection pour protéger leur « capital savoir » – constitué d'informations et de connaissances scientifiques et techniques produites, acquises, combinées et intégrées dans les savoir faire individuels et collectifs (routines) ainsi que dans les équipements – qui sera utilisé dans le processus de production de valeur. Les brevets y occupent une place centrale, avec le secret et les normes techniques. La question de la protection du capital savoir devient d'autant plus cruciale qu'il est le fruit d'un travail collectif impliquant des institutions multiples. **Blandine Laperche** a montré que l'extension de la brevetabilité, tant géographique que dans les domaines technologiques concernés, répond en partie à ce souci croissant de protection. Les pools de brevets, de plus en plus utilisés pour contrer les impacts négatifs de la fragmentation des brevets, officialisent une appropriation oligopolistique du capital savoir.

o **La société entrepreneuriale, Institute of Public Service, Seattle University, Seattle, 28/11/2007.**

Le chemin qui sépare l'idée de la création d'entreprise est difficile et incertain. De quel type de ressources a besoin l'entrepreneur potentiel pour lancer sa nouvelle activité ? Comment son contexte social et

culturel influence la décision économique ? Pour M. Weber, le facteur principal est la religion ; pour S. Shane, la famille. L'autre grande question est pourquoi créer une entreprise. La maximisation du profit est souvent éclipsé par d'autres objectifs : valoriser une invention, être indépendant, créer son emploi, etc. Sur la base du concept du « potentiel de ressources » (connaissances, capital, relations), **Sophie Boutillier** a montré que la société française peut devenir une société entrepreneuriale pour deux raisons principales : la valorisation d'un savoir scientifique de la part des jeunes chercheurs insuffisamment rémunérés et gratifiés ; la création de leur emploi par les personnes sans diplômes ou longtemps au chômage qui deviennent entrepreneurs par défaut.

o **De la valeur travail au capital social, Université populaire – ULCO, Dunkerque, 3/12/2007**

Lorsque l'économie politique est devenue science, elle s'est construite à partir de la valeur travail (A. Smith, D. Ricardo, K. Marx). Un siècle plus tard, vers 1870 avec L. Walras, la valeur d'un bien est fonction du besoin qu'elle satisfait. Les années d'entre deux guerres permettent aux économistes de renouer avec la question du travail, mais sous l'angle du chômage. Les années de forte croissance d'après guerre, renouent de façon artificielle avec la valeur travail : la théorie de G. Becker du capital humain. **Sophie Boutillier** a discuté du contenu « valeur » et « capital » du travail. A la fin du 20^e siècle, il n'est plus suffisant d'être diplômé pour réussir, il faut aussi un bon réseau de relations sociales (formelles et institutionnelles). D'où le concept de « capital social » qui depuis plus de vingt ans mobilise la sagacité des chercheurs en sciences sociales (P. Bourdieu, J. Coleman, R. Putnam).

o **Les nouveaux entrepreneurs sociaux, Journée CRES - Ces associations qui entreprennent, Poitiers, 10/12/2007.**

Quels sont les profils sociodémographiques, les parcours professionnels, associatifs et militants, les partenariats développés, les motivations de création en économie sociale et solidaire des « entrepreneurs sociaux » ? **Gilles Caire** a présenté les résultats d'une étude sur la thématique de l'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire, pour le compte de la Délégation interministérielle à l'innovation et à l'économie sociale réalisée sur trois régions atlantiques (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes) : ils disposent d'un fort capital social, ils sont méfiants vis-à-vis de l'économie de marché, ils recherchent la création de valeur sociale, ils désirent donner du sens à leur vie, ils agissent dans une perspective collective et non personnelle.

EN GRANDES LIGNES* : Gilles Caire

Par Jacques Kiambu

* Entretien avec un chercheur du Lab.RII

Qui est-il ? Marié, père de deux enfants, il habite une petite ville, Chauvigny, à 20 km de Poitiers. Il est Maître de conférences de Sciences économiques et membre du CEDES/Lab.RII (Poitiers). Il a fait ses étu-

des à Nanterre, Dauphine et Nice ainsi qu'à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan. Il est agrégé de sciences sociales et docteur de sciences économiques. Il a aussi enseigné deux ans à Mexico à la UAM (Universidad Autonoma Metropolitana).

Que fait-il ? En poste à la Faculté de Droit de Poitiers, il enseigne essentiellement dans la filière AES. Il dirige un M2 Professionnel intitulé « Droit et économie sociale et solidaire », qui accueille des étudiants en formation initiale et des personnes en reprise d'études notamment via la VAE. Ses champs de recherches sont assez éclectiques mais se concentrent actuellement sur la protection sociale et le tourisme.

Pourquoi la recherche ? Par tradition familiale, il faut dans sa vie avoir un enfant, planter un arbre et écrire un livre ! Plus sérieusement, pour lui la recherche universitaire c'est la liberté de choix d'un sujet et de la grille d'analyse, et c'est l'échange avec des acteurs (associatifs ou militants) par apports mutuels et allers-

retours. Il se sent finalement plutôt passeur qu'innovateur.

En dehors de la recherche ? Il a pratiqué pendant 20 ans la compétition cycliste, en France, en Italie et au Mexique. Suite à un accident en course il y a 5 ans, il a arrêté la compétition pour ne plus pratiquer le vélo qu'en loisir. Mais le vélo (à ne pas confondre avec la bicyclette !) reste pour lui essentiel comme moyen de transport, comme vecteur de découvertes et comme pratique familiale.

Publications (une sélection) :

- *Analyse économique des biens durables de consommation*, L'Harmattan, 1999
- *Économie de la protection sociale*, Bréal, 2002
- *Macroéconomie*, Bréal, 2006 (2e édition)

Centre "Recherche Universitaire et Études Économiques"

La RUEE vers les affaires

o Indicateurs de mesure et d'observation des entreprises artisanales

Etude réalisée par le Centre RUEE/Lab.RII avec l'Institut Supérieur des Métiers et 11 autres laboratoires sur l'innovation dans les entreprises artisanales tous secteurs confondus. Comment ce type d'entreprise conçoit l'innovation ? Quel est le rôle du dirigeant et des réseaux qu'il mobilise ? Les premiers résultats montrent que l'entreprise artisanale innove le plus souvent sans stratégie délibérée.

Responsable : Sophie Boutillier, boutilli@univ-littoral.fr

o L'intégration économique des « minorités »

L'ambassade des Etats-Unis à Paris et le Lab.RII joignent leurs efforts pour étudier la question des « minorités » aux Etats-Unis et en France. Comment définir les minorités ? La question est différente aux Etats-Unis où les minorités sont clairement identifiées aux populations étrangères, tandis qu'en France elles intègrent d'autres catégories : chômeurs, personnes en difficulté. Quels sont les atouts et limites des outils d'insertion des minorités mis en place des deux côtés de l'atlantique (entrepreneuriat, quotas, éducation, vie associative) ? La réflexion avec l'apport d'associations spécialisées sur ces thèmes se poursuivra par l'organisation de séminaires et la réalisation d'études de terrain.

Responsable : Blandine Laperche, laperche@univ-littoral.fr

o Croissance des PME dans le Nord/Pas-de-Calais

L'Observatoire Economique du Littoral avec le centre RUEE/Lab.RII, la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, débute une vaste enquête annuelle auprès des PME de l'agglomération dunkerquoise. Cette enquête porte sur leurs stratégies, l'innovation et la croissance durable. L'enquête quantitative et qualitative réalisée auprès des PME sera suivie de la formulation de propositions de politique publique pour favoriser l'activité des entreprises, l'attractivité du territoire et la... clusterisation.

Responsable : Jean-Lin Chaix, chaix@univ-littoral.fr

o La responsabilité sociale des citoyens

La Responsabilité Sociale des Citoyens peut être définie (sommairement dans un premier temps) comme la préoccupation des citoyens envers l'environnement, leur satisfaction envers les services sociaux et culturels offerts et leur participation à la vie locale (associations, décisions politiques...). Les objectifs de l'enquête auprès de la population et de l'étude pour les collectivités territoriales sont de mieux connaître : l'attitude et le comportement des citoyens vis-à-vis du développement durable ; l'opinion des citoyens sur le comportement des acteurs économiques privés, associatifs et publics.

Responsable : Blandine Laperche, laperche@univ-littoral.fr
Maud Herbert, maudherbert@yahoo.com

La Recherche en marche

Publications & Communications

Septembre 2007 – Janvier 2008

- * BOUTILLIER S., Education, organisation sociale et culture générale, *Santé Magazine*, octobre 2007, Paris.
- * BOUTILLIER S., KIZABA G., LAPERCHE B., UZUNIDIS D., The Socio-economic Context in the

French-speaking Research on Entrepreneurship. Bibliographical Analysis and Theoretical Perspectives, colloque Perspectives on Entrepreneurship: Cultures and Contexts? Centre for Entrepreneurship/Robert Gordon University, Aberdeen (Ecosse), 13-15/09/2007.

* BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., (dir.), *La gouvernance de l'innovation. Marché et organisations*, série

Economie et innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

* BOUTILLIER S., L'entrepreneur dans une économie fondée sur l'innovation, in Boutillier S., Uzunidis D. (dir.), *La gouvernance de l'innovation, marché et organisations*, L'Harmattan, Paris, 2007.

* BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Relations asymétriques et modes de coordination des processus d'innovation, in Boutillier S., Uzunidis D. (dir.), *La gouvernance de l'innovation, marché et organisations*, L'Harmattan, Paris, 2007.

* BOUTILLIER S., LAPERCHE B., La place des femmes dans la recherche : apprentissage, production et valorisation des connaissances, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.

* BOUTILLIER S., *La lettre de candidature. Spécial filières sélectives*, Studyrama, 2007.

* BOUTILLIER S., FOURNIER C., Méthodes et outils au service de la pédagogie en ligne, Educatec, 22/11/2007, Paris.

* BOUTILLIER S., Marché et création d'entreprises. L'entrepreneur, « deus ex machina » du capitalisme ?, in G. Rasselet (dir.), *Dynamique et transformations du capitalisme*, L'Harmattan, 2007.

* BOUTILLIER S., LAPERCHE B., Business creation in France at the beginning of 21th century. The role of the resources potential of the entrepreneur, Seminar Innovation in con-temporary economy, Institute of Public Service, Seattle University, Seattle, 28/11/2007.

* BOUTILLIER S., De la valeur travail au capital social : points de repères théoriques, Université populaire – ULCO, Dunkerque, 3/12/2007.

* BOUTILLIER S., FOURNIER C., Une communauté de pratiques singulière. Le club des dirigeants du réseau Artisanat-Université, dans Arnaud M. (dir.), *Pédagogie en ligne. Méthodes et outils*, Educaweb, Paris, 2007.

* BRAKEZ M., « La gestion des déchets ménagers au Maroc. Une approche territoriale », Thèse de doctorat, ULCO, 2007.

* BRUNET G., Concurrent Programming for Extracting Knowledge with Uncertainty, International Conference on Applied Statistics, Bled (Slovénie), 10/09/2007.

* CAIRE G., LE MASNE P., La mesure des effets économiques du tourisme international sur les pays de destination, dans Bataillou, Schéou (dir.), *Tourisme et développement, regards croisés*, Presses Universitaires de Perpignan, Perpignan, 2007.

* CAIRE G., Le tourisme solidaire et équitable : « niche de solidarité » ou champ d'expérimentations d'un tourisme « socialement durable » ? *Economie et solidarités*, n°37 (2), 2007.

* CAIRE G., Les associations françaises de tourisme : de l'impulsion d'un marché de masse aux difficultés d'un « autre » tourisme, in Dussuet A., Lauzanas J. M. (dir.), *L'économie sociale entre informel et formel. Paradoxes et innovations*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007.

* CAIRE G., LEMAIGNAN C., Les nouveaux « créateurs sociaux » vus à travers les porteurs de projet FSE 10B, Chapitre du rapport *Entrepreneuriat social*, Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (DIISES), novembre 2007.

* CAIRE G., LE MASNE P., La mesure des effets économiques du tourisme international sur les pays de destination », in C. Bataillou, B. Schéou, *Tourisme et développement*, Presses Univ. de Perpignan, 2007.

* CAIRE G., Le tourisme aux premières loges du développement durable, *Tourisme & droit*, n°91, 2007.

* CAIRE G., SOUCHET J.-L., Des loisirs à vivre : les alternatives du tourisme social, *Réponse*, 12/2007.

* CAIRE G., Les nouveaux entrepreneurs du FSE 10b, *Journée CRES - Ces associations qui entreprennent*, 10/12/2007.

* CAIRE G., Les inégalités socio-spatiales de santé, *Colloque Les territoires de santé*, Poitiers, 13/12/2007.

* CASTILLA RAMOS B., SUÁREZ VERGARA E., TORRES GÓNGORA B., Mujer, familia, y Maquiladoras asiáticas, Congreso de Latin American Studies (LASA), "After the Washington Consensus: Collaborative Scholarship for a new America", Montréal, 5-8/09/2007.

* CHAIX J.-L., Méthodologie de conseil aux encadrants du secteur public, 14^e journée d'études du GDR Cadres « Encadrer sous contrainte », Annecy, 8/12/2007.

* CIUCĂ V. M., CIUCĂ A., *Jus naturae et gentium – fondements romains du droit international*, Congrès de la Société Fernand de Vischer « Loi et droit dans les sociétés antiques », Université de Catane, Sicile, 25-28/09/2007.

* CIUCĂ V., RICHEVAUX M., BAUER DE FRANCE V., Civisme et conscience en Europe, Colloque international « L'engagement citoyen », Nouvelle Université Bulgare, Agence universitaire de la francophonie, Sofia, 28-29/09/2007.

* CIUCĂ V. M., CIUCĂ A., *Jus naturae et gentium – fondements romains du droit international*, *Cahier du Lab.RII*, n°164, Lab.RII, ULCO, 10/2007.

* CIUCĂ V., L'autonomie de la volonté et les exigences du droit de la concurrence en Europe, *Congres Cultura Europea*, Universidad de Navarra (Espagne), 27/10/2007.

* CIUCĂ V., L'autonomie de la volonté et les exigences du droit de la concurrence en Europe, *Cahier du Lab.RII*, n°167, Lab.RII, ULCO, 11/2007.

* COSTANTINE G., « Relations économiques et intégration entre l'Union Européenne et le Proche Orient arabe », Thèse de doctorat, Univ. de Poitiers, 2007.

* CRETENEANU A.-M., L'adaptation institutionnelle de la Russie postsoviétique : entre faits et théories, *Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation*, n°26, 2007/2.

* CRETENEANU A.-M., Les pratiques de survie individuelles : un cadre d'analyse pour l'action contre l'exclusion et la précarité, in Crevoisier O., Hainard F., Ischer P., *L'économie informelle : une alternative à l'exclusion économique et sociale ?*, Commission suisse pour l'Unesco, Université de Neuchâtel, Berne, 2007.

- * DANNEQUIN F., Le capitalisme schumpétérien, *IDEES*, n°149, 2007.
- * EICHHOLZ V., LAPERCHE B., WARECKA E. (dir.), CSR in small and medium sized companies – current status and future trends. Comparative survey conducted in Germany, France and Poland, *Cahier du Lab.RII*, n°166, Lab.RII, ULCO, 10/2007.
- * FERREIRA N., L'économie sociale : un potentiel d'innovations ?, *Cahier du Lab. RII*, n°160, Lab.RII, ULCO, 7/2007.
- * FERREIRA N., LAPERCHE B., PME socialement responsables. Etude de cas, *Cahier du Lab.RII*, n°162, Lab.RII, ULCO, 9/2007.
- * FERREIRA N., L'entrepreneuriat responsable. Exemples de bonnes pratiques mises en œuvre par les petites et moyennes entreprises françaises, colloque « Industries et Environnement », Université Badji Moktar, Annaba, Algérie, 18-19/11/2007.
- * GHEWY P., SIE L., ABBO M.-H., Le transfert d'identification à la marque invitée à la marque d'accueil dans les alliances de marques, *Cahier du Lab.RII*, n°163, Lab.RII, ULCO, 9/2007.
- * GOURDON-CABARET D., « Management situé de la reprise d'entreprise. L'expérience des PME du Nord - Pas de Calais », Thèse de doctorat, ULCO, 2007.
- * HERBERT M., Cognition, information et décision : les consommateurs et les études de marketing, in Boutillier S., Uzunidis D. (dir.), *La gouvernance de l'innovation, marche et organisations*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * JORDA H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * JORDA H., L'enseignement supérieur au service de la société entrepreneuriale : chronique d'une mort annoncée, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * JORDA H., Les universités dans l'économie de la connaissance, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * LAPERCHE B., UZUNIDIS D., Le Système national d'innovation russe en restructuration. Réformes institutionnelles et politique industrielle, *Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation*, n°26, 2007/2.
- * LAPERCHE B., Patents as Strategic Tools in Global Competition, School of Law, Seattle University, Seattle, 27/11/2007.
- * LE MASNE Pierre, Services publics et Développement, Congrès ATTAC Wallonie, Mons, 09/2007.
- * LE MASNE P., *Les services publics. Approches économiques et enjeux sociaux*, Presses Univer. de Rennes, coll. Didact économie, 2007.
- * LE ROUX S., Le télétravail permet une gestion plus fine des ressources de l'entreprise, *Netéco*, Paris, 30/10/2007.
- * LE ROUX S., TIC et gratuité, colloque Prix juste ou juste le prix ? La guerre des prix aura-t-elle lieu ?, Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs - CRIOC et Centre for Research on the Economic Efficiency of Retailing – FUCaM, Mons (Belgique), 08/11/2007.
- * LUYCKX GHISI M., La société de la connaissance : une nouvelle vision de l'économie, *Cahier du Lab.RII*, n°161, Lab.RII, ULCO, 9/2007.
- * LUYCKX GHISI M., A win – win strategy for the European Union in the knowledge society, in Paul Kidd (ed.), *European Visions for the knowledge age: a quest for a New Horizon in the information society*, Cheshire Henbury, London, 2007.
- * LUYCKX GHISI M., *La société de la connaissance : une nouvelle vision de l'économie et du politique*, Editions Romaines, Bruxelles, 2007.
- * MANDRARA E.T., Les expériences économiques socialistes et de la transition. Des analyses inachevées, *Cahier du Lab.RII*, n°168, Lab.RII, ULCO, 11/2007.
- * MATAGNE P. (dir.), *Le développement durable en questions*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * MARCQ J., L'engagement des salariés dans la TPE, en particulier dans l'artisanat, *Humanisme et Entreprise*, n°284, Paris, 2007.
- * PEAUCELLE I., Les vingt années de transformations en Russie : Science et entreprises industrielles, *Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation*, n°26, 2007/2.
- * PEAUCELLE I., Opportunity of Non-profit Hospital Development in Germany, The All China Economics (ACE) International Conference, APEC Study Center Faculty of Business, City University of Hong Kong, December 12 -14/12/2007.
- * PEAUCELLE I., Convergence of Risk Analysis in Bunking and Insurance, The All China Economics (ACE) International Conference, APEC Study Center Faculty of Business, City University of Hong Kong, December 12 -14/12/2007.
- * POUCHOL M., Les universitaires, la pensée et l'innovation, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * POUCHOL M., Arendt ou les limites des lois économiques, dans *Y a-t-il des lois en économie ?*, Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2007.
- * RICHEVAUX M., Désintérêt du politique ou désintérêt de la politique spectacle, Colloque international « L'engagement citoyen », Nouvelle Université Bulgare, Agence universitaire de la francophonie, Sofia, 28-29/09/2007.
- * RICHEVAUX M., TOP D., *La protection des salariés dans l'Union européenne*, Bibliotheca, Bucarest, 2007.

- * ROUSSEL E., PERROT P., HACHE A., Les ressources associatives non marchandes : bénévolat et subventions. Approche méthodologique, Rapport Délégation interministérielle à l'Innovation et à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale, novembre 2007.
- * SAWYER J., La recherche et l'enseignement en économie sont-ils devenus autistes ?, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * UZUNIDIS D., De la méthode de recherche économique, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * UZUNIDIS D., Science et innovation dans l'économie contemporaine des réseaux, dans Jorda H. (dir.), *Les universités et l'innovation : L'enseignement et la recherche dans l'économie des connaissances*, Marché et Organisations. Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale, n°5, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * UZUNIDIS D., Entreprises, Entrepreneurs et Milieux Innovateurs. Quelles politiques territoriales de compétitivité ?, *Humanisme et Entreprise*, n°284, Paris, 2007.
- * UZUNIDIS D., L'entrepreneur : créateur de son emploi, 1ère Conférence du JoCIF, Palais du Luxembourg, Paris, 27/11/2007.
- * UZUNIDIS D., BOUTILLIER S., Employment systems, globalisation and flexibility, *Revue européenne du droit social*, n°1, 2007.
- * VITALI-VOLANT M. G., Pietro Verri, Cesare Beccaria et les réformes en Lombardie autrichienne (1760-1790), Colloque international « Pays-Bas autrichiens et Lombardie : regards croisés sur les Habsbourg et leurs réformes au XVIIIe siècle », Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 19-20/10/2007.
- * VITALI-VOLANT M. G., Un « Fou d'Erasmus » : l'entrepreneur italien Marco Besso (Trieste 1843-Milan

1920), colloque international Fortunes d'Erasmus. Réception et traduction de la Renaissance à nos jours, Institut Supérieur de traducteurs et Interprètes (ISTI) de la Haute Ecole de Bruxelles (HEB) et Université Libre de Bruxelles (ULB), 20-22/09/2007, Bruxelles.

- * ZAOUAL H., Du tourisme de masse au tourisme situé, in M. G. Lucia, (dir.), *Tourismo e sviluppo, Le Sfide della nuova Africa*, L'Harmattan Italia, 2007.
- * ZAOUAL H., Mondialisation, gouvernance et compétitivité des territoires, colloque « Gouvernance, territoires et pôles de compétitivité », Kenitra (Maroc) 2-3/11/2007.
- * ZAOUAL H., Mondialisation, Gouvernance et territoires compétitifs, *Cahier du Lab.RII*, n°169, Lab.RII, ULCO, 11/2007.

Ressources Humaines

- * *Carrière* : Hassan ZAOUAL a été nommé Professeur en aménagement à l'Université du Littoral Côte d'Opale ; Alioune BA a été nommé Professeur invité à l'Institut Supérieur de Management de Dakar (Sénégal) pour l'année 2007/8 ; Marc RICHEVAUX a été nommé Professeur invité à la faculté de Droit à l'Université de Bucarest (Roumanie) pour l'année 2007/8 ; Sophie BOUTILLIER, Blandine LAPERCHE et Dimitri UZUNIDIS ont été nommés Professeurs associés en économie à la Seattle University (Etats-Unis) ; Rached Halloul a été nommé Maître assistant de l'enseignement supérieur militaire à l'école préparatoire aux académies militaires de Sousse (Tunisie) ; Sami SAAFI a été nommé enseignant contractuel à la faculté de sciences économiques de Mahdia (Tunisie).
- * *Mobilité* : Professeur invité (4° trimestre 2007) : Eben OTUTEYE (Université du New Brunswick, Canada), spécialiste en finance et en entrepreneuriat.
- * *Fonction* : Serge LE ROUX a été élu vice-président de l'Association Française du Télétravail et des Téléactivités.

Soutenances de thèses

- * **Georges Costantine**, « Relations économiques et intégration entre l'Union Européenne et le Proche Orient arabe »
Thèse en Sciences économiques, 15 octobre 2007
Directeur : P. Le Masne (Univ. de Poitiers). Jury : J.-P. Berdot (Univ. de Poitiers), A. Hamdouch (Univ. de Lille1), D. Nicet-Chenaf (Univ. de Bordeaux-4)
- * **Stéphanie Laguérodie**, « John Kenneth Galbraith. Acteur et libre interprète du keynésianisme »
Thèse en Sciences économiques, 11 décembre 2007
Directeur : Pierre Le Masne (Univ. de Poitiers). Jury : M. Ben Salem (Univ. de Marne-la-Vallée), C. Tutin (Univ. Paris 12), L. Frobert (CNRS), B. Laperche (ULCO)
- * **Mustapha Brakez**, « La gestion des déchets ménagers au Maroc. Une approche territoriale »
Thèse en Sciences économiques, 14 décembre 2007
Directeur : H. Zaoual (ULCO). Jury : G. Ferreol (Univ. de Besançon), B. Guesnier (Univ. de Poitiers), G.

Bertolini (CNRS), S. Callens (Univ. d'Artois), H. Panhuys (Consultant international)

- * **Delphine Gourdon Cabaret**, « Management situé de la reprise d'entreprise. L'expérience des PME du Nord - Pas de Calais »

Thèse en Sciences de gestion, 18 décembre 2007
Directeur : H. Zaoual (ULCO). Jury : L. Marco (Univ. de Paris Nord), E. M. Hernandez (Univ. de Reims), G. Ferreol (Univ. de Besançon), P. Pecquet (Univ. de Montpellier 1), Marc Luyckx (Cortugli Business Academy, Zagreb/Croatia), S. Callens (Univ. d'Artois), G. Dokou (ULCO)

Distinction

Maud Herbert a été récompensée pour la qualité scientifique de sa thèse de doctorat en sciences de gestion, spécialité marketing : « Comportement de réponse de l'individu en situation de questionnement: conceptualisation et examen des effets du biais du répondant en comportement du consommateur. »
Médaille de l'Académie des Sciences Commerciales.

INNOVATIONS – Edition

Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RUSSE

n°26, 2007-2, De Boeck, Bruxelles

NICOLAS BAUDUIN, VALÉRIE BERENGER,
ANNE-MARIE CRÉTIÉNEAU, BARBARA DESPINEY-
ZUCHOWSKA, CÉDRIC DURAND, OLGA GARANINA,
DIMITRI KISLINE, HADJILA KRIFA-SCHNEIDER,
BLANDINE LAPERCHE, IRINA PEAUCELLE
DIMITRI UZUNIDIS

L'économie russe, malgré une croissance rapide, est aujourd'hui à la recherche d'une place qui lui correspond dans l'économie mondiale. Dotée de ressources humaines, naturelles et économiques considérables, la Russie a été amenée tout au long des années 1990 à faire face à d'importants défis liés à la transition. Les difficultés économiques et l'importante crise financière

de 1998 sont le résultat de l'adoption de nouvelles institutions de régulation et de nouveaux modes d'organisation des marchés, des entreprises et de l'État. Les défis que doit affronter la « nouvelle économie russe » sont nombreux. Il s'agit notamment de garantir un cadre légal et institutionnel permettant la stabilité économique et politique à long terme ; d'assurer l'efficacité entrepreneuriale ; d'appliquer des politiques de réforme et de diversification ; d'organiser un système d'innovation performant. Ce volume est consacré à l'analyse des défis majeurs que l'État et les acteurs privés russes (firmes, individus) doivent relever pour créer un contexte favorable à l'économie de l'entreprise et à l'économie du bien-être.

Collection « L'esprit économique »

✓ **Sophie BOUTILLIER, Dimitri UZUNIDIS (dir.)**

La gouvernance de l'innovation. Marché et organisations

Série Economie et innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Les auteurs : Jean-Jacques Bernardini, Marie-Pierre Bès, Lisa Besnard, Sophie Boutillier, Emmanuel Dejean, Maud Herbert, Jérôme Jarret, Estelle Joa, Jean-Noël Lhuillier, Michel Martin, Miranda Nally, Richard Piras, Annabel Salerno, Bérandère Szostak-Tapon, Corinne Tanguy, Dimitri Uzunidis

L'innovation met en mouvement l'économie dans son ensemble. Innover est devenu aujourd'hui une obsession tant pour les dirigeants d'entreprises que pour les responsables politiques dans un contexte fortement concurrentiel. Il s'agit d'un phénomène global auquel participent tous les acteurs économiques : les entreprises, les collectivités territoriales, l'État et les consommateurs. Tous jouent à des degrés divers un rôle fondamental dans le lancement, la coordination et la commercialisation de nouvelles marchandises, technologies et organisations. Mais comme les marchés sont complexes et changeants, ces acteurs sont à la recherche de la « bonne gouvernance », c'est-à-dire des normes, des règles et des institutions à travers lesquelles ils pourront organiser l'activité innovante afin de maîtriser les risques. Les auteurs s'interrogent sur les rôles, fonctions et relations cruciales dans la genèse de la nouveauté, sur la place de l'entreprise et des réseaux, ainsi que sur le contrôle de la diffusion des innovations.

✓ **Alessio FUSCO**

La pauvreté, un concept multidimensionnel

Préface de Jacques Silber

Série Krisis, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

L'évolution de l'étude du concept de pauvreté atteste que la question de la multidimensionnalité de la pauvreté est aujourd'hui au cœur de nombreux débats théoriques, empiriques et institutionnels. En effet, l'éclosion des approches relatives à la déprivation ou à l'exclusion sociale dans les pays développés, et de celles liées à la pauvreté humaine et à l'approche par les capacités au sein des pays en développement, montrent que la pauvreté ne peut plus être considérée

comme une simple insuffisance de ressources monétaires. Cependant, malgré l'engouement autour de ces approches multidimensionnelles, il ne semble pas y avoir de réel consensus quant à la manière dont on doit définir et mesurer la pauvreté dans ses manifestations non monétaires, matérielles ou non, ni même quant à la signification du terme de multidimensionnalité. Ce livre contribue à faire le point sur ces questions à partir d'une analyse des derniers développements théoriques dont elle a fait l'objet.

✓ **Vincent ROUX**

Le mirage de l'Etat providence.

Recherches sur les lacunes des théories interventionnistes du partage des richesses dans une économie de propriété privée

Série Krisis, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Les théories de l'État providence sont toujours des justifications de l'interventionnisme économique des États sur le système capitaliste. Elles partent du principe que le partage des richesses qui a été fait une première fois par le marché n'est pas satisfaisant et qu'il faut « redistribuer » les richesses. Le marché sans l'État serait efficace mais injuste, c'est-à-dire pourvoyeur de trop grandes inégalités. Il y a de manière insidieuse l'idée que l'égalité est un bien qui ne doit pas être discuté et que seul l'État est capable de connaître, de réaliser ou d'approcher ce bien. Mais les constructions interventionnistes qu'elles soient utilitaristes ou égalitaristes se heurtent dans une économie de propriété privée, à un problème insurmontable de définition de ce qu'est ou devrait être l'égalité des hommes dans une société. Les théories de l'État providence oublient le temps et la subjectivité. Au bout du compte, comme savait l'exprimer le grand Winston Churchill : « *le capitalisme, c'est le partage inégalitaire de la richesse ; le socialisme, c'est le partage égalitaire de la misère !* ».

✓ **Benoît TONGLET**

Histoire économique (500-2007). Critique de la méthode

Série Cours principaux, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Tenter de décliner une histoire économique implique de dépasser les approches de l'historien ou de l'é-

conomiste au profit d'une troisième voie qui fusionne les deux premières dans un véritable mélange chimique, selon le schéma suivant : Privilégier, sur le plan de la théorie économique, l'approche diachronique à l'approche synchronique ; adopter des référentiels, en l'occurrence les cycles longs de l'économie ; retenir les causes de la dynamique qui sous-tend le référentiel retenu : l'interaction si féconde entre l'innovation et la monnaie ; relativiser les concepts économiques en les confrontant avec l'esprit du temps, pour éviter le piège de l'anachronisme. C'est ainsi que l'auteur éclaire l'histoire économique. Puis, par cet acquis, il démystifie le présent avec la perception d'une analyse économique qui gagne à s'inscrire dans la ligne de la modernité baudelairienne de l'éternel et du fugitif. L'analyse économique devient simple à condition que les économistes en vogue puissent supporter la critique de leur méthode.

✓ **Pierre BAUCHET**

Régulation et mondialisation. Le modèle américain revu par l'Europe

Série *Le Monde en questions*, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Les grands pays sont interventionnistes. Les Etats-Unis ont donné l'exemple. Mais, la France, dans le cadre du Marché Commun, a adopté une politique de régulation qui n'est pas une simple copie de celle initiée aux Etats-Unis. Les *Independent Regulatory Commissions* reflétaient, au début du 20^e siècle, des politiques d'intervention qui ont servi au contrôle des trusts et des crises. De leur côté, l'Etat français et nombre d'Etats européens me-naient aussi des politiques d'intervention qui se traduisaient par une direction économique centralisée, un contrôle des prix et une appropriation publique des entreprises d'intérêt général. Aujourd'hui, l'instauration d'une politique de régulation dans le cadre de règlements de Bruxelles est une innovation fondamentale comme elle l'avait été aux Etats-Unis au siècle passé. L'auteur analyse avec pertinence l'originalité et le destin du nouvel interventionnisme en Europe. Il le compare avec celui qui a façonné l'économie américaine depuis plus d'un siècle et fourni au lecteur quelques pistes de réflexion sur la réorganisation de l'économie européenne.

✓ **Philippe D. GROSJEAN**

L'engagement pour les travailleurs. De l'aporie du salariat vers l'investariat

Série *Krisis*, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Affirmer que le salariat est dans un cul-de-sac – une aporie – est provocateur à dessein. Non pour faire chorus au discours obsessionnel des promoteurs de la flexibilité du travail et de sa marchandisation à tout crin, mais, bien au contraire, pour susciter une réaction mobilisatrice énergique chez tous ceux qui ont à cœur de poursuivre le combat pour la dignité de la Personne au travail. Pour l'auteur, le combat courageux mené, au cours des dernières années, par le personnel de tant d'entreprises est le symptôme du déni de la Personne humaine fièrement affiché par l'actionnariat « victorieux ». Pour faire face à l'orgueil des actionnaires, il ne suffit plus de lui opposer la seule force de résistance des travailleurs. Il n'est d'autres moyens pour le combattre que de lui opposer la remise en question de la légitimité du salariat mesurée à l'aune de la dignité de la Personne.

✓ **Camal GALLOUJ**

Les agences privées de l'emploi. Conseil, intérim et outplacement

Série *Economie et innovation*, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Les prestataires privés de l'emploi sont des acteurs incontournables du marché du travail. Au-delà de leur contribution, maintenant largement reconnue, à la flexibilité des firmes et du système productif dans son ensemble, ces prestataires jouent également un rôle central dans la diffusion, au sein des firmes clientes, de règles et modes de comportement en matière d'emploi. Ils permettent l'adoption (et l'adaptation) par ces mêmes firmes, de nouvelles normes d'emploi, de recrutement ou encore de rémunération... Pourtant, et paradoxalement, les prestataires privés de l'emploi, en tant qu'institutions, restent encore largement méconnus. Ils relèvent à bien des égards de la « boîte noire » des économistes. L'objectif de cet ouvrage est justement d'entrer dans cette « boîte noire » des prestataires privés de l'emploi.

Marché et Organisations

Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale

LES UNIVERSITES ET L'INNOVATION. L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE DANS L'ECONOMIE DES CONNAISSANCES n°5, 2007, L'Harmattan

Henri JORDA (dir.)

S. BOUTILLIER, M. FOURDRIGNER, H. JORDA, B. LAPERCHE, M. POUCHOL, J. SAWYER, D. UZUNIDIS.

Harmonisation européenne des diplômes, professionnalisation des enseignements, valorisation marchande des recherches, création de pôles d'excellence : l'université connaît aujourd'hui de profonds changements

qui s'accélérent avec l'économie mondialisée des connaissances. Les réformes actuelles de l'enseignement et de la recherche visent à transformer les universités en organisations concurrentes destinées à produire des savoirs utiles et à former des étudiants employables. Ces mutations favorisent-elles pour autant l'innovation ? Seront-elles capables de réduire les inégalités ? Quel sens donner au travail des universitaires ? Quelle autonomie pour la recherche scientifique ? Quelle place pour la pensée critique ? Telles sont les questions que se posent les auteurs au moment où les universités entrent dans l'ère de l'autonomie...

A lire...

* LE MASNE P., *Les services publics. Approches économiques et enjeux sociaux*, Presses Universitaires de Rennes, coll. Didact économie, 2007

Comment définir les services publics, depuis quand existent-ils, pourquoi ont-ils été créés ? Pourquoi sont-ils aujourd'hui en crise ? Quelle sortie de crise ? Le profit ne peut être le seul critère d'efficacité...

* RICHEVAUX M., TOP D., *La protection des salariés dans l'Union européenne*, Bibliotheca, Bucarest, 2007
L'Europe est confrontée à deux tendances opposées : plus de protection sociale pour les salariés en place ; plus de flexibilité pour les outsiders ! La « flexisécurité » est-elle une innovation sociale et juridique viable ?

Le Point sur...

Peut-on faire rimer marketing et éthique ?

Maud HERBERT

A l'heure où la responsabilité sociale de l'entreprise devient une réalité plus qu'un concept, le marketing et ses techniques focalisent souvent les critiques quant à son caractère non-éthique. Les reproches fusent de toute part. Dans l'entreprise, les détracteurs du marketing sont partout ; en caricaturant, le voici critiqué par les financiers car il ne sert qu'à « gaspiller » le budget, snobé par les ingénieurs qui le taxent de science du bon sens, ridiculisé par les vendeurs qui le considèrent comme superflu, incompris des ressources humaines qui acceptent difficilement ses écarts de salaire.

Mais la critique la plus féroce émane sans doute de l'externe : quel consommateur, quel journaliste n'a-t-il jamais raillé le marketing ? La critique est quotidienne, du fait le plus anodin au plus grave, tout semble s'expliquer par un marketing tyrannique. Les individus s'endettent ? C'est le marketing qui les pousse à acheter l'inutile ; nos enfants deviennent obèses ? C'est la publicité pour les produits sucrés qui en est à l'origine ; Harry Potter se vend à des millions d'exemplaires ? Mais le marketing manipule si bien ses lecteurs ! A tel point que le terme « marketing » lui-même deviendrait presque péjoratif. L'image pitoyable du marketing est partout, elle suit les praticiens de la discipline mais aussi ses chercheurs, que dire du silence gêné des confrères d'autres disciplines quand vous expliquez que vous êtes docteur en marketing, sans parler du commun des mortels qui s'étonne innocemment de l'existence possible d'une recherche dans ce domaine...

Les questions qui se posent sont de comprendre si ces réactions reflètent une réalité et si le marketing est aux antipodes de la notion d'éthique. Mes réponses surprendront peut-être car elles sont toutes deux affirmatives. Oui, le marketing récolte les fruits (pourris...) de longues années de pratiques fondées sur des concepts parfois discutables et oui, le marketing est compatible avec une vision éthique des rapports humains et commerciaux. En d'autres termes, le marketing est malade mais il se soigne...

Comme pratique discutable 1

Tout d'abord, cherchons à comprendre comment le marketing peut déclencher des réactions aussi négatives. Le marketing est critiquable et ce, à presque tous les niveaux de sa pratique. Commençons par les études marketing qui sont le socle de la prise de décision. La puissance des études marketing n'a fait que croître et elles sont de plus en plus intrusives voire sournoises.

A l'origine, l'étude marketing permet de recueillir l'opinion des consommateurs afin de répondre au mieux aux besoins exprimés. Mais, dernièrement, grâce à des technologies de suivi et de stockage prodigieuses,

les études marketing se *big-brotherisent*, c'est-à-dire qu'elles suivent littéralement le consommateur dans le moindre de ses actes quotidiens. Qu'il consomme ou non : à la caisse du supermarché, sur les sites internet qu'il fréquente, sur ceux où il achète (produits de grande consommation, produits culturels, voyages etc.) mais aussi au télépéage... les banques utilisant même les états de comptes pour ajuster leurs offres commerciales. Les professionnels appellent ces méthodes du *tracking*, un terme dont le sens littéral suffit à donner une dimension négative à ces méga collectes de données personnelles.

Théoriquement, à l'étude marketing succède la stratégie marketing aussi appelée S-C-P (segmentation, ciblage, positionnement). Le principe fondamental est d'organiser un marché sur des critères précis (S) de choisir une ou plusieurs parties de ce marché, des clients dits « rentables » (C) et de définir une image du produit / de la marque auprès de cette cible. La stratégie marketing répond à un besoin de différenciation entre acteurs du marché mais elle offre en fait une fausse impression d'individualité aux consommateurs. Elle repose sur le principe de l'agrégation, en d'autres termes, tous les individus de la cible correspondent à des critères précis mais sont considérés comme interchangeable et, en caricaturant à peine, le premier critère qui les rassemble demeure leur solvabilité. Leurs comportements de consommation sont similaires, ils « répondent » aux mêmes stimuli, chacun aura l'impression que l'entreprise lui parle à l'oreille mais le discours est en fait indifférencié. Dès cette étape, le marketing met en place la grande trappe de la séduction qui est l'objet de toutes les critiques.

La liste des reproches sur ce thème est longue, au sommet de l'iceberg, la publicité focalise les attentions car ses égarements sont extrêmes et voyants. Tout d'abord elle s'insinue partout : sous le verre de la table du café du coin, sur les gobelets en plastique, dans les toilettes des lieux publics ; ensuite, elle utilise le principe même de la manipulation mentale (certaines théories publicitaires reposent sur les travaux du réflexe instinctif de Pavlov), enfin, son format contraint aux raccourcis et aux clichés les plus vils.

Au regard des pratiques de responsabilité sociale, la liste des entorses est longue. Un exemple encore avec la politique de produit : elle peut raccourcir volontairement le cycle de vie des produits, provoquer l'obsolescence accélérée avec des innovations déguisées. Et le merchandising qui joue sur les cinq sens de l'individu pour accroître sa présence en magasin et ainsi l'occasion d'acheter (cf. les magasins Sephora et leur épaisse moquette qui freine littéralement le consommateur devant les produits). On peut aussi citer les politiques de prix, notamment le *yield management* qui peut se résumer à proposer des prix différents pour une même prestation.

Comme pratique discutable 2

Il est évident que je prends un malin plaisir à forcer volontairement le trait mais c'est pour mieux souligner combien le marketing peut prêter le flanc à des critiques concernant ses aspects éthiques. Toutefois, je suis profondément persuadée que le marketing n'est, dans son essence, pas incompatible avec la notion de responsabilité sociale pour de nombreuses raisons et en particulier celles-ci.

Premièrement, bien que liés, il faut dissocier marketing et commerce. Une part non négligeable des pratiques déviantes relève d'activités de commerce douteuses (vente forcée, négociations commerciales litigieuses, pratiques commerciales flirtant avec la loi, etc.) qui entachent le marketing alors qu'il ne s'agit pas des mêmes sphères de décision. Ainsi, la mauvaise image du marketing est en partie due à des pratiques commerciales non réglementaires mais suffisamment marquantes pour frapper les esprits (par exemple, le démarchage téléphonique sous couvert d'étude marketing). Il faut savoir que le marketing est un des secteurs les plus réglementés par la loi et les instances professionnelles (CNIL, BVP, etc.). C'est donc pour une bonne part d'éthique commerciale dont il serait question.

Deuxièmement, le marketing n'est pas la discipline de gestion la plus critiquable. Si elle est aussi critiquée, c'est parce qu'elle est plus lisible, plus exposée au regard de tous et surtout plus parlante car proche de chacun d'entre nous. Toutefois, il faut bien considérer le marketing pour ce qu'il est : un accompagnant des politiques de profit, un outil plus qu'un maître d'œuvre. Sans chercher à minimiser les écarts du marketing, au regard des considérations éthiques, les pratiques financières, les décisions stratégiques, les

politiques de production industrielle sont bien plus dévastatrices. Quand les uns bougeront, le marketing suivra. J'en arrive ainsi au dernier point : le marketing est une discipline caméléon avec une forte capacité d'adaptation au contexte conjoncturel.

Plus que d'autres disciplines, le marketing est capable d'évoluer rapidement (même en recherche, le changement de paradigme n'est pas rare). Pourquoi ? Parce que l'essence du marketing est justement de pouvoir s'adapter au marché en restant à l'écoute de ses composantes et en particulier du consommateur qui est au centre de ses préoccupations. Si le consommateur évolue, le marketing ne peut que répercuter cette transformation. Le marketing est donc à la croisée des chemins, il va suivre l'interne mais jouer l'interface avec l'externe. Le marketing est donc un point de contact crucial. Or, actuellement, sans faire d'angélisme, nous sommes dans une phase d'évolution radicale avec une prise de conscience chez l'individu de son pouvoir en tant qu'acteur de la consommation. Les manifestations ne sont plus anecdotiques, des signes forts peuvent s'observer : pression pour des véhicules plus propres, demande de produits de consommation durables, multiplication de labels écologiques et alternatifs, communication institutionnelle axée sur la responsabilité sociale...

D'une façon plus globale, on observe la prise en compte et la mise en exergue d'une nouvelle forme d'intelligence dans la consommation quotidienne. Et qui se fait chambre d'écho de ces manifestations ? Le marketing et ses praticiens... Pour preuve, la multiplication des produits bio et écologiques dans les allées du dernier endroit où l'éthique semblait pouvoir s'exprimer : notre supermarché !



De la responsabilité des entreprises à celle des citoyens

Serge LE ROUX

Il semble bien que les indéniables succès des luttes récentes pour une meilleure protection de la planète et une gestion plus responsable de ses ressources et des activités humaines sont le produit d'une prise de conscience atteignant petit à petit les différents niveaux de décision, aux plans politique et économique. Dans ce mouvement, et même s'il ne concerne qu'une minorité de citoyens, le rôle de ceux-ci a été déterminant pour provoquer des changements qui tardaient à venir. Au-delà de ces progrès importants pour les objectifs écologiques, il reste de redoutables questions tenant aussi bien à la nature des modes de vie (qui sont à la fois le produit de visions économiques antérieures et la source de difficultés actuelles et futures) qu'aux écarts de développement entre les diverses zones géoéconomiques ou encore aux aspirations au bien-être de l'ensemble des populations peuplant la planète. La conciliation de ces divers objectifs semble délicate à réaliser, sauf à pouvoir inventer des solutions inédites, aptes à réunir ces préoccupations contradictoires.

La question de la *responsabilité des citoyens* semble découler de l'effort entrepris depuis quelques années

pour faire progresser, dans les idées et dans les pratiques, et après que les instances publiques l'eussent elles-mêmes entrepris, la notion de responsabilité sociale des entreprises. En fait, il s'agit de deux déterminations qui, si elles entretiennent effectivement des relations croisées évidentes, disposent, chacune de sa propre autonomie. La responsabilité sociale des entreprises est devenue un objectif largement partagé par les grandes firmes et, dans un mouvement de diffusion à cadences variées, les organisations périphériques. Les efforts concernent désormais, plusieurs domaines de la vie des entreprises : de ses salariés, de ses consommateurs et clients, de ses fournisseurs et sous-traitants, à l'égard de l'environnement. La prise de conscience citoyenne sur les questions environnementales et éthiques a provoqué l'apparition de nouvelles structures et organisations, qui ont contribué à peupler un paysage jusqu'alors plutôt désert : associations, agences de notation, normes sociale, campagnes d'opinion...

La question semble désormais être, au-delà de l'amplification, nécessaire et possible, des efforts entrepris, de chercher d'autres gisements permettant d'atteindre des niveaux encore insoupçonnés dans cette lutte vitale pour les générations futures ; à ce titre, la *responsabilité environnementale des citoyens* peut constituer une piste intéressante.



3^e Forum « L'esprit de l'innovation »
« Services, innovation, développement durable »
Poitiers, 26-28 mars 2008

Jeudi 27 mars 2008

<p>Pensée économique et développement durable / Economic thought and sustainable development</p> <p>Les approches du DD, questionnement épistémologique Le DD est-il keynésien ? La Physiocratie et l'économie de la nature Post-austistic Economics</p>	<p>Le développement durable : un nouveau champ d'investissement pour l'entreprise ? / Sustainable development: a new investment field for enterprises</p> <p>Le DD comme champ d'accumulation Les objectifs de la firme et le DD Du paternalisme au managerialisme Innovation dans les services et entrepreneuriat</p>	<p>Vers des services publics durables / Towards sustainable public services</p> <p>Le nouveau management public Biens publics mondiaux, services publics internationaux Nouveaux services publics et DD Micro-modelling for sustainable education Assistance à maîtrise d'œuvre</p>	<p>Gestion durable des entreprises et performances / Sustainable development and enterprises' performances</p> <p>Intelligence économique au service du développement Entreprises algériennes et DD De la stratégie de DD et performance Performance environnementale et entreprises</p>	<p>Travail collaboratif et DD / Collaborative work and sustainable development</p>
<p>Dématérialisation et durabilité / Dematerialisation and sustainable development</p> <p>Explosion des services et DD Le capitalisme dématérialisé Economie de la fonctionnalité Destruction durable et DD</p>	<p>Responsabilité sociale et stratégie globale des firmes / Corporate social responsibility and global strategies</p> <p>RSE, le cas d'une filiale américaine au Mexique Le DD, l'entreprise et la certification ISO 14001 Stratégie et pratiques de RSE Normalisation et DD Réflexion critique sur le sens du DD</p>	<p>Les services publics en pratique / Public services in practice</p> <p>Innovation for sustainable municipal waste management Facteur de charge émotionnelle et DD Innovations institutionnelles et DD Intégration du DD dans les services marchands</p>	<p>Gestion des ressources humaines et développement durable / Human resources management and sustainable development</p> <p>Employabilité durable Toward sustainable development in human resources Entreprises durables au sein du développement Flexibilité du temps de travail</p>	<p>Innovations dans les entreprises de service en région / Innovation in regions' services enterprises</p>
<p>Innovation sociale et participation au développement / Social innovation and participation to development</p> <p>Préparer l'établissement durable Nouvelle économie sociale Participation et innovation sociale Concept de « réserve archipelagique »</p>	<p>Responsabilité sociale des entreprises, PME et innovation / Corporate social responsibility, SMEs and innovation</p> <p>RSE et artisanat Encourager le DD dans les PME L'entrepreneuriat responsable Entreprises d'insertion et DD</p>	<p>Santé et services à la personne / Wealth and services to persons</p> <p>Inégalités socio-spatiales de santé en France Crise du système de santé en Algérie Public versus private administration Le vieillissement de la population et DD Service du care et DD</p>	<p>Consommation et développement durable / Consumption and sustainable development</p> <p>Ouverture des grandes surfaces le dimanche Mesure des préoccupations éthiques dans la consommation The role of involvement in the attention pay by the supermarket shoppers</p>	

Vendredi 28 mars 2008

<p>Banque et services financiers durables / Banks and sustainable financial services</p> <p>Innovation marketing dans les services dans les entreprises algériennes Technologies de l'information et productivité dans les banques Convergence of service activity in banking and insurance Innovation and strategy I service industries</p>	<p>Clusters et réseaux d'innovation / Clusters and innovation networks</p> <p>Dynamique et développement d'émergence et développement des clusters et des réseaux Knowledge-intensive Service activities, Brazilian innovative strategy Pôle de compétitivité et DD</p>	<p>Politiques de transport durable / Policies of sustainable transports</p> <p>Politique de transport urbain en Algérie et DD Clean fuel and sustainable urban development initiatives Politique de transport dans les pays du sud et DD Services de transport du développement urbain durable</p>	<p>Nouvelles technologies et développement durable / New technologies and sustainable development</p> <p>DD et NTIC Infrastructure numérique et DD Analyse comparative de l'information sociétale diffusée par les prestataires de services logistiques européens sur les sites internet Place pour les biocarburants dans la consommation énergétique Dynamics of innovation in services</p>	
---	--	---	--	--

<p>Eco-construction et développement durable / Eco building and sustainable development</p>	<p>Croissance durable des PME / Sustainable growth of SMEs</p>	<p>Nouvelles modalités de transport / New transportation modes</p>	<p>Le tourisme peut-il être durable ? / Can tourism be sustainable?</p>
<p>Politiques de développement durable / Policies of sustainable development</p>	<p>Innovation et développement territorial durable / Innovation and sustainable territorial development</p>	<p>Gouvernance des services publics / The governance of public services</p>	<p>L'écotourisme en pratique / Ecotourism in practice</p>
<p>Problématiques de DD 20 ans après Equilibre dynamique des systèmes et DD Services, DD et Union européenne Lisbon strategy, innovation policy and sustainable development</p>	<p>Ecole et ruralité Implication des communautés locales dans un contexte de DD L'écotourisme, un service innovant pour le DD</p>	<p>L'innovation dans les services de l'eau appelle une gouvernance systémique Service public et rôle des collectivités locales dans le DD Engagement des pouvoirs publics, indépendance des autorités de régulation Enjeux et développement des systèmes statistiques en agriculture</p>	<p>Un tourisme fait pour durer Tourisme durable et nécessité d'une diversification des politiques touristiques Assessing the impact of marketing tools for sustainable tourist products Service sector innovation A certification system for ecotourism services in Romania Opportunités de valorisation durable du patrimoine historique Problématique du DD du tourisme en Afrique de l'ouest</p>

Inscription : 240 euros ; 200 euros / membres du Réseau de Recherche sur l'Innovation ; 120 euros/ étudiants
<http://riifr.univ-littoral.fr/?p=512>

Colloque international "Innovation networks" (14-16 mai 2008)

Tacoma/Seattle – Etats-Unis

Programme provisoire

14 mai 2008

- Visite de Boeing (Everett)
- Visite de Tacoma sur le thème : redéploiement industriel et développement local
- Réunion Réseau de Recherche sur l'Innovation

15 mai 2008

- Conférence d'ouverture : Jean-Jacques Salomon, CNAM, FR
- Sessions parallèles
- Soirée au Glass Museum de Tacoma

16 mai 2008

- Sessions parallèles
- Conférence plénière : H. Mayer sur les réseaux constitués à partir des grandes entreprises de TIC
- Sessions parallèles
- Conférence de clôture : Maryann Feldman, Zell Miller Distinguished Professor of Higher Education, University of Georgia

Principaux thèmes des sessions parallèles :

- *Clusters – approches sectorielles
- *Clusters – approches théoriques et méthodologiques
- *Firmes réseaux, réseaux de firmes – approches théoriques
- *Firmes réseaux, réseaux de firmes – approches empiriques
- *Universités, centres publics de recherche et réseaux
- *Entrepreneuriat et réseaux – approches théoriques
- *Entrepreneuriat et réseaux – approches empiriques
- *Politiques publiques de constitution de réseaux
- *Le capital social dans les réseaux d'innovation

Fees: 350 \$

<http://www.pnrec.org/index.htm>

Partenaires du 3^{ème} FORUM : CNRS, Ministère de l'éducation nationale, Université du Littoral, Université de Poitiers, Université de Seattle, Réseau de Recherche sur l'Innovation, MTA/Futuroscope, Région Poitou-Charentes, Espace Mendès France, City of Tacoma, Pacific Northwest Regional Economic Conference...

Revues : *Innovations. Cahiers d'Economie de l'Innovation, Marché et Organisations, Humanisme et Entreprise, Journal of Innovation Economics, Challenge, Theoretical et Applied Economics...*

Editeurs, Diffuseurs : De Boeck (B), L'Harmattan (F), Palgrave Macmillan (UK), E. Elgar (USA), Routledge (UK)..., CAIRN, Numilog

Les Rendez-vous du Lab.RII

3^e Forum « L'esprit de l'innovation » « Services, innovation, développement durable » Poitiers, 26-28 mars 2008

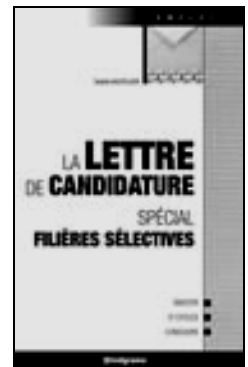
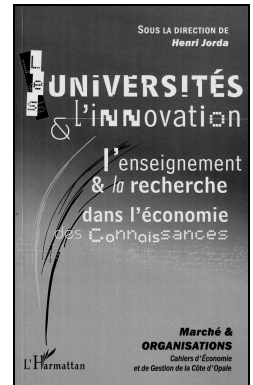
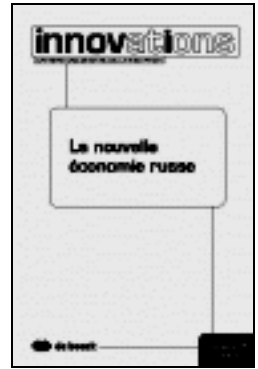
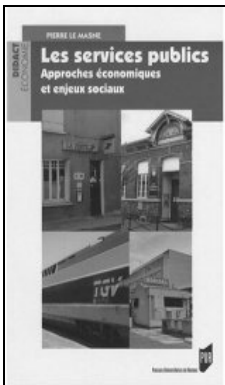
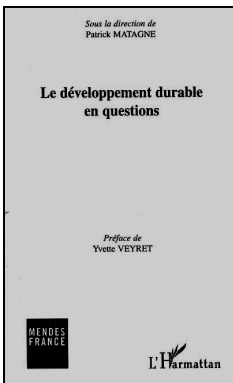
- *Pensée économique et développement durable
 - *Le développement durable : un nouveau champ d'investissement pour l'entreprise ?
 - *Responsabilité sociale et stratégie globale des firmes
 - *Gestion des ressources humaines et développement durable
 - *Consommation et développement durable
 - *Politiques de transport durable
 - *Nouvelles technologies et développement durable
 - *Eco-construction et développement durable
 - *Le tourisme peut-il être durable ?
 - *Gouvernance des services publics
 - *Politiques de développement durable
 - *Innovation et développement territorial durable
- (...)
- (programme : page 14)

Contact : Anne-Marie Crétiéneau
CEDES- Faculté de Sciences Economiques
Université de Poitiers
93 Avenue du Recteur Pineau
86022 Poitiers cedex
France
anne-marie.cretieneau@univ-poitiers.fr

“Innovation networks” Tacoma/Seattle – Etats-Unis, 14-16 mai 2008

- *Clusters – approches sectorielles
- *Clusters – approches théoriques et méthodologiques
- *Firmes réseaux, réseaux de firmes – approches théoriques
- *Firmes réseaux, réseaux de firmes – approches empiriques
- *Universités, centres publics de recherche et réseaux
- *Entrepreneuriat et réseaux – approches théoriques
- *Entrepreneuriat et réseaux – approches empiriques
- *Politiques publiques de constitution de réseaux
- *Le capital social dans les réseaux d'innovation

Contact : Blandine Laperche
Lab.RII – Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme
21 Quai de la Citadelle
59140 Dunkerque
France
laperche@univ-littoral.fr



Avec le soutien du Réseau de Recherche sur l'Innovation
<http://rri.univ-littoral.fr>

FORUM L'esprit de l'innovation III
Pages 14-15

Site web : <http://rri.univ-littoral.fr>